

ÉTUDE « LA FRANCE ASSOCIATIVE EN MOUVEMENT »

Morosité ambiante

Pour la 9^e année consécutive, l'association Recherches & Solidarités publie les résultats de son étude « La France associative en mouvement ». Une observation statistique des grandes tendances à l'œuvre dans le secteur associatif touché par la crise socio-économique.

Les résultats de l'étude 2011 de Recherches & Solidarités pointent trois faits marquants : l'essoufflement de la création d'associations ; la contraction de l'emploi associatif ; et un moral des dirigeants associatifs en berne, ce qui était déjà le cas l'an passé. Ces différents éléments indiquent la situation préoccupante du secteur associatif, affecté à son tour par la crise socio-économique.

Un des principaux enseignements de l'enquête annuelle – réalisée avec l'Acoss-Urssaf (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, caisse nationale des Urssaf) et la Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole –, c'est la diminution de la création d'emplois dans les associations en 2010, ce qui constitue un retournement de tendance inquiétant. Ainsi l'étude indique que « pour la première fois au cours de la période observée trimestre après trimestre, l'emploi associatif recule de 0,6 %. Ce phénomène est bien plus fort encore dans les secteurs de la culture et du sport ».

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE INTERROGÉ

Le secteur associatif s'est révélé particulièrement dynamique entre 2000 et 2010 puisqu'il a gagné 370 000 emplois sur cette période et qu'il représente aujourd'hui 9,7 % – soit 1 salarié sur 8 – de l'emploi salarié privé total et est le premier employeur du secteur de l'ESS. Toutefois, un essoufflement certain dans la création d'emplois se fait jour depuis 2010 et se confirme en 2011. L'évolution est contrastée selon les secteurs d'activité : l'enquête souligne que « comme l'an passé, ce sont les secteurs des activités culturelles et des activités récréatives et de loisirs qui présentent le plus fort taux de disparition ».

C'est donc le modèle économique du secteur associatif qui semble interrogé, d'autant qu'on constate par ailleurs, et pour la première fois en 2010, une baisse des crédits publics accordés aux associations, alors que jusqu'à présent le désengagement de l'État était compensé par un soutien des



▲ Détenus lors d'une marche « libératrice » d'un mois entre Verdun et Strasbourg, encadrés par des bénévoles d'une association de réinsertion.

collectivités territoriales.

Autre sujet traité par l'étude : l'opinion des dirigeants associatifs sur le bénévolat, qui apparaît comme un enjeu important. Ainsi, 50 % des responsables associatifs disent rencontrer des difficultés pour accueillir de nouveaux bénévoles. 30 % indiquent, par ailleurs, mettre en place des démarches actives spécifiques d'animation

des bénévoles.

Autre sujet de préoccupation : la composition des instances dirigeantes avec un enjeu de renouvellement, de rajeunissement, de parité et d'émergence de compétences nouvelles. Enfin, pour les associations, le sujet de la formation des bénévoles est clairement identifié comme stratégique : 60 % des bénévoles interrogés considèrent que les

formations font partie de leur parcours.

Le bilan de la situation du secteur associatif est donc particulièrement morose pour cette année 2011.

• Carole Salères

« Il faut être attractif »

Cécile Bazin, directrice de Recherches & Solidarités, revient sur quelques points clés de l'étude.

Les Idées en mouvement : La crise et le désengagement de l'État suffisent-ils à expliquer la baisse de l'emploi associatif observée depuis 2010 ?

Cécile Bazin : Il est trop tôt pour analyser précisément cette évolution. Alors que le secteur associatif enregistrait une augmentation de l'emploi entre 2009 et 2010 (+1,8 %), les premiers signes d'affaiblissement sont apparus au dernier trimestre 2010 (-0,6 %) pour se confirmer en 2011. L'ensemble de l'emploi privé entamait, lui, son recul à partir du 3^e trimestre 2008 (-0,4 %), au moment où la crise financière et économique débutait.

L'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat... sont autant de facteurs qui, dans certains foyers, ont freiné l'adhésion à des associations culturelles, sportives ou de loisirs. Elles ont pu aussi ralentir les demandes de services à la personne et contribuer aux pertes d'emplois constatées dans l'aide à domicile. Ces effets de la crise ont certainement eu des répercussions sur l'emploi. Pour autant, il est difficile aujourd'hui d'en mesurer vraiment les impacts.

Pour quelles raisons les responsables associatifs rencontrent-ils des difficultés pour accueillir de nouveaux bénévoles ?

On peut déjà noter qu'en l'espace de dix ans, le nombre de bénévoles a progressé de 10 % quand le nombre d'associations a lui-même bondi de 20 %. Les associations doivent donc se montrer attractives, en utilisant des moyens de communication de plus en plus nombreux et nécessitant parfois des compétences pointues qu'elles n'ont pas forcément en interne : affichage, présence dans les forums, partenariats avec les collectivités locales, les médias locaux... et aussi site Internet et réseaux sociaux, devenus déterminants pour attirer des bénévoles de plus en plus sollicités.

Sans compter que les associations doivent aussi s'adapter aux attentes nouvelles des bénévoles qui veulent toujours et avant tout se sentir utiles ; mais également participer à des missions précises ayant du sens, et mêlant plaisir et épanouissement personnel. Par ailleurs, les bénévoles n'hésitent pas à rechercher de nouvelles compétences qu'ils pourront éventuellement mettre en valeur dans leur parcours professionnel.

Le besoin de formation est clairement exprimé par 60 % des bénévoles. Quelles sont les formations les plus recherchées ?

Les deux premiers thèmes sur lesquels les bénévoles affirment vouloir progresser

sont le montage de dossiers et la recherche de financement ainsi qu'une meilleure connaissance des lois et règlements. Cependant, les situations sont assez diversifiées, notamment selon les âges. Les bénévoles de moins de 40 ans sont très nettement demandeurs de formations pour renforcer leur capacité à diriger et à déléguer, leur capacité à préparer un projet associatif, ou encore celle de monter des projets et de rechercher des financements. Alors que s'exprimer et communiquer avec aisance sont des attentes fortement revendiquées par les plus jeunes, tout comme la recherche de la maîtrise des systèmes d'information est plus particulièrement citée par les plus de 60 ans.

Il faut noter aussi que la formation est entendue dans un sens très large. À côté des véritables séances de formation organisées par des professionnels, les bénévoles retiennent aussi l'apprentissage d'un savoir-faire sur le terrain, ou bien les conseils d'un bénévole expérimenté, ou encore l'accompagnement par un tuteur, et même l'autoformation.

• Propos recueillis par Mélanie Gallard